

Développement humain et dynamiques territoriales

Vers des savoirs recomposés

Daghri T. et Zaoual H.

Autres auteurs : Roberto Bartolo, Leiliam Cruz Dantas, Noufissa El Moujaddidi, Abdellah Fadel, Gilles Ferréol, Bernard Guesnier, Marc Luyckx, Beany Monteiro, Bernard Pecqueur, Michel Thiollent.

Horizon Pluriel/L'Harmattan, 2008

Introduction

Des origines des petits mondes cachés

« *Et quand on saisit enfin ce qui anime "ces gens-là" des voies s'ouvrent à l'action* »¹

I) Contexte institutionnel et scientifique

Cette livraison résulte en partie d'un programme international de recherche que mènent le Groupe de Recherche sur les Economies Locales, GREL/ Laboratoire R2I, de l'Université du Littoral Côte d'opale, ULCO, partenaire de l'Université de Mohamed V-Souissi et l'Equipe de Recherche en Développement Humain de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Salé².

Cet ouvrage est aussi une sorte de bilan, une somme des travaux menés sur le développement local en France, au Brésil et au Maroc par les auteurs les plus en vue dans ce domaine d'investigation. Face à l'essoufflement de la mondialisation, celui-ci fait, aujourd'hui, l'objet de *programmes de recherche scientifique ascendants*.

En effet, la thématique du développement local est d'une grande actualité non seulement pour les théoriciens mais aussi pour les décideurs. Car, la globalisation économique en cours présente des limites d'ordre multiple³. Elles sont à l'origine de l'attrait qu'exercent les dynamiques territoriales sur les acteurs non seulement de la société civile mais aussi sur ceux de l'économie. Cet intérêt porté au territoire est aussi perceptible du côté des pouvoirs publics dont la puissance d'influence est laminée par cette même globalisation des économies. Ainsi, dans ce contexte, il est incontestable que le *paradoxe global/local* intrigue et questionne les acquis de la science économique et des sciences sociales en général. C'est autour de cette *énigme contemporaine* que s'articule cet ouvrage en mettant en relief les contributions qui prennent position sur la *problématique des acteurs et des territoires*.

¹ Philippe d'Iribarne, *La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales*, p.15, Coll. Points. Ed. Seuil, Paris. 1993.

² Depuis la création de Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Salé au début des années 2000, ces deux équipes de recherche ont organisé plusieurs colloques internationaux sur des thèmes relatifs à l'économie sociale et le développement local dans le cadre de la convention de coopération liant leurs deux universités d'appartenance. Ce réseau de recherche international vient d'être étendu à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, UFRJ, aujourd'hui, partenaire des deux universités. Cette mise en réseau tripartite Maroc-France et Brésil explique la diversité des contributions dont celles d'auteurs brésiliens dans cette œuvre collective. Le thème débattu lors de la dernière rencontre du 9 juin 2006 porte l'intitulé « *Développement humain et développement local. Quelles convergences ?* ».

³ Que les économistes les plus en vue soulignent eux-mêmes. Se reporter, par exemple, Stiglitz Joseph-E., *Un autre monde : contre le fanatisme du marché*, Fayard, Paris, 2006.

La littérature sur le développement humain⁴ le développement local est, aujourd'hui, relativement abondante mais le lien entre ces deux concepts dont les trajectoires sont différentes est rarement abordé. Pourtant à y regarder de près, l'un ne va pas sans l'autre. A l'évidence, les théories du développement local, dès leur émergence, mettent en évidence toute l'importance des *relations non marchandes* dans les dynamiques territoriales⁵. De proche en proche, ces nouvelles démarches intègrent dans leurs préoccupations la *dimension humaine*, avec toute la diversité et la complexité qui en découlent. En ce sens, les approches territoriales s'inscrivent en opposition à la *science économique classique* dont la conception se veut autonome et uniforme⁶.

En d'autres termes, en clôturant son propre domaine par le postulat du marché auto régulateur, l'économie politique ne peut expliquer les *énigmes économiques* que par les *lois restrictives* qu'elle a construites dont les *incomplétudes* sont, aujourd'hui, criantes. C'est un cercle vicieux inhérent à son *système épistémologique auto référentiel*. Avec le développement local, ces *mêmes énigmes* font l'objet d'interprétations et de réponses en dehors du domaine de l'économiste que la théorie de l'économie de l'offre, aujourd'hui dominante, tend à réduire à sa plus simple expression à savoir le *marché*. Ce repli signe, dans la théorie et dans la pratique, la fin d'une science qui refuse le pluralisme. Cela est d'autant plus préoccupant que nous sommes dans un monde de plus en plus incertain⁷.

A l'évidence, l'histoire du concept du développement local démontre largement que sa pertinence grandissante résulte d'un *mouvement contraire* à celui de l'économie orthodoxe, en substance, d'un élargissement progressif de la vision des économistes hétérodoxes à des entités étrangères au tout marché. Derrière même la notion de *district industriel* élaborée par Alfred Marshall, le précurseur de cette perspective, se dessine toute l'importance des relations sociales, de l'appartenance et des valeurs des communautés en exercice sur un territoire donné. Ce sont ces modes de socialisation, le plus souvent tacites au site, qui jouent un rôle moteur dans la diffusion des savoirs, des techniques, bref, dans les processus d'apprentissage qui consolident la *culture industrielle* d'un lieu donné. Echappant furtivement au *réductionnisme économique*, notre grand économiste, la désigne, d'ailleurs par le vague mot d' « *atmosphère* ».

C'est cette intuition que les auteurs contemporains du développement local, les italiens comme les français, ont suivi. Le raffinement de cette intuition a donné lieu, par la suite, à des concepts plus

⁴ Le développement humain est un concept qui trouve son origine dans le débat qu'ont mené certaines institutions internationales comme le PNUD sur les limites sociales du développement économique. Les travaux d'Amartya Sen sur la pauvreté ont fortement influencé l'issue de ce débat. Il en résulte au plan des indicateurs statistiques, l'indice composite du développement humain incorporant ainsi les paramètres négligés par l'économisme comme l'éducation, la santé, l'espérance de vie etc. Cependant, une telle vision des choses ne rompt pas en profondeur avec le paradigme du développement. Elle en aménage et quantifie simplement le volet social. Par contre, certaines des contributions, ici réunies, investissent la dimension humaine au sens large du terme pour mieux mettre en évidence le caractère socialement et localement construit des dynamiques territoriales.

⁵ Cf. Pecqueur Bernard, *Le développement local : mode ou modèle ?* Syros, 1989, 2e édition revue et augmentée, Paris, 2000.

⁶ Voir Panhuys H. et Zaoual H. (sous la dir.), *Diversité des cultures et mondialisation. Au-delà du culturalisme et de l'économisme*, Collection Economie plurielle, L'Harmattan, 2002.

⁷ Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, 2001

précis et, par extension, à toute une littérature économique et sociologique du développement local⁸. Ainsi, l'*intuition marshallienne* a été une *impulsion primitive* à une conceptualisation scientifique *ex post*. Ce qui démontre, une fois de plus, qu'une intuition peut déboucher, à plus ou moins long terme, sur une innovation. Toute découverte parcourt un chemin tortueux allant de l'intuition au concept en passant par une prénotion et une notion. En d'autres termes, un *paradigme nouveau* ne se construit pas toujours du jour au lendemain.

Cette *maturation* des théories des territoires se voit, aujourd'hui, stimulée paradoxalement, un peu partout dans le monde, par un contexte de globalisation⁹. Le local devient aussi universel que le global. Le singulier prend sa revanche sur le postulé universel. Derrière cette résurgence des territoires s'opèrent, en réalité, des régulations sociales et économiques que la globalisation est impuissante d'organiser. Au contraire, ce sont ses propres conséquences économiques et sociales qui font sortir le territoire de son terroir, devenant ainsi un *acteur actif* dans les processus en cours¹⁰. Le *vertige existentiel* que la globalisation propage sur les hommes et leurs territoires est aussi partie prenante de ce retour au territoire. L'homme y cherche la proximité, le répit et un peu plus de certitude. Ce qui fait ressortir un certain lien entre les approches territoriales et les auteurs critiques du post développement¹¹.

En effet, les politiques économiques en faveur de la globalisation sont loin de réaliser les objectifs qu'elles affichent au plan de la croissance, de l'emploi, de la compétitivité et de la maîtrise de l'inflation. Les économies des grands pays industrialisés, elles-mêmes, qui sont à la pointe de la défense de la globalisation, restent déprimées. La réduction continue des budgets publics amplifie cette dépression sans pour autant se traduire, ne serait-ce, que par un simple maintien du pouvoir d'achat des contribuables. Les taux de croissance dépassent rarement les 2%, abstraction faite de certaines périodes (1990-2000) durant lesquelles les économies anglo-saxonnes, comme celles de l'Angleterre ou et des USA, avaient renoué avec une assez forte reprise économique. Celle-ci avait trouvé conjoncturellement son impulsion dans le développement des NTIC.

Cependant, avec l'épuisement du mythe de la « *nouvelle économie* »¹², pratiquement, toutes les *vieilles économies de marché* sont, aujourd'hui, dans le rouge. Leur conjoncture s'apparente à l'*état stationnaire* tant décrit par les vieux économistes classiques. Les systèmes productifs des pays globalement riches se fissurent sous les coups de boutoir de la globalisation. Leur cohésion sociale est en péril. Le chômage, l'exclusion sociale et la misère ne semblent pas reculer. Au contraire, l'appauvrissement, accentué par un retour à l'inflation, gagne l'ensemble du tissu social et tend à s'étendre même aux classes dites moyennes. Rien n'y fait les gouvernements au pouvoir s'entêtent à guérir les maux de la globalisation par plus de globalisation. C'est l'auto enfermement dans un *économisme* le plus plat.

⁸ Voir, par exemple, Pecqueur Bernard, 1996, (sous la dir.), *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, L'Harmattan, Paris.

⁹ Cf. Pecqueur B., Zimmerman J.-B., *Economie de proximité*, Lavoisier, Paris, 2004.

¹⁰ Voir Mhammed Echoundi, *Gouvernance et dynamique des territoires. Expériences marocaines*, Thèse de doctorat, GREL/EREIA, Université d'Artois, 2008.

¹¹ Voir, par exemple, Serge Latouche, *Survivre au développement*, Mille et une nuits, Fayard, 2004

¹² Cf. Gadrey J., *Nouvelle économie. Nouveau mythe ?*, Essai, Flammarion, Paris, 2000.

C'est ce contexte qui est à l'origine d'une forte impulsion des théories et des pratiques du développement local dans les grands pays industrialisés en prise avec une crise. Chercheurs et acteurs y identifient de nouveaux modes de régulation susceptibles de réduire les *incertitudes économiques* et *sociales* inhérentes à l'envahissement du marché global sur les sociétés développées¹³. Ainsi, le changement de *poste d'observation* peut être synonyme d'un début de changement de vision et de paradigme. Le réel peut être vu autrement¹⁴.

Des changements théoriques comparables sont à déduire des expériences de développement de la grande majorité des pays du Sud. Les thérapies économiques inspirées de la théorie de l'économie de l'offre légitimant la globalisation par ajustement structurel interposé ne semblent pas induire les effets macroéconomiques escomptés. Ces économies restent cantonnées dans des spécialisations internationales qui assurent l'approvisionnement des grandes économies du Nord, rejointes par certains grands pays émergents, en matières premières et en ressources énergétiques ne mobilisant guère leur créativité. Leurs capacités à innover leur sont ainsi confisquées par le grand paradigme du développement qui prétend, en théorie, organiser et rendre réelle leur autonomie économique et sociale. Au contraire, suite aux effets pervers des « *modèles clefs en mains* », il introduit un processus d'aliénation et de destruction qui stérilise les milieux locaux. En s'appliquant de façon globale et sans nuance, il engendre, exactement, son contraire, c'est-à-dire en clair de l'*anti capitalisme!*

Seules les dynamiques dites informelles jouent une fonction de régulation économique et sociale et comblent ainsi le *vide* que le développement et la mondialisation laissent derrière eux¹⁵. Ainsi, sur les décombres de la globalisation¹⁶, l'informel manifeste des recompositions économiques et sociologiques dont le caractère enchâssé localement est incontestable¹⁷. Ici, le *paradoxe formel/informel* exprime, aussi, dans ces contextes particuliers¹⁸, la nécessité d'un réajustement paradigmatique en faveur des approches territoriales de portée interdisciplinaire. Une réinterprétation des travaux dans ce domaine, à la lueur de la socio économie¹⁹, fait ressortir leur caractère multidimensionnel puisque les dynamiques concernées plongent leurs racines dans les systèmes de relations et les identités²⁰ qui en organisent le fonctionnement et la cohésion²¹. Il s'agit d'univers interactifs porteurs de sens²².

¹³ Zaoual H., (sous la dir.), *La socio-économie des territoires. Expériences et Théories*. Collection Economie plurielle, L'Harmattan. 1998.

¹⁴ Guesnier Bernard et Joyal A., (sous la dir.), *Le développement territorial. Regards croisés sur la Diversification et les stratégies*, ADICUEER, 2004.

¹⁵ Cf. Zaoual H., *Les économies « voilées » du Maghreb*, Bruxelles, L'Harmattan, Collection Economie plurielle/Série Lire le site, 2006.

¹⁶ Sachs W., Esteva G., 1996, *Des ruines du Développement*, Editions éco société, Montréal.

¹⁷ Granovetter Mark, *Le marché autrement*, Desclée de Brower, Paris, 2000.

¹⁸ Voir Laleyê I.-P. et alii (sous la dir.), *Organisations économiques et Cultures Africaines. De l'homo oeconomicus à l'homo situs*. L'Harmattan, Paris, 1996.

¹⁹ Cf. Bürgermeier Beat, *La socio économie*, Economie/Poche, Economica, Paris, 1994.

²⁰ Ferréol Gilles et Jucquois Gilles, (sous la dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, Armand Colin, Paris, 2003.

²¹ Zaoual H. et alii, *Territoires et dynamiques économiques. Au-delà de la pensée unique*, Collection Economie plurielle L'Harmattan, Paris, 1998

C'est par le truchement du social que ces formes de vie économiques acquièrent consistance et performance tant au plan des innovations²³ qu'au plan des transactions économiques. En effet, l'enchâssement de ces pratiques entrepreneuriales donne lieu à des réseaux locaux d'innovation²⁴ et de diffusion des techniques et des savoirs locaux. De ce point de vue, le territoire devient un savoir en acte. De même, au plan des transactions économiques, les appartenances et la proximité façonnent des règles et des conventions, plus ou moins, implicites assurant une plus grande certitude par opposition à un univers exclusivement gouverné par les lois du marché²⁵.

Ces quelques entrées suffisent à démontrer que le site²⁶ génère un « capital social », lequel « capital social » soutient son « capital humain » et assure, du même coup, le développement du « capital du territoire » tout court en fluidifiant les échanges économiques de la contrée concernée. Tout se tient et c'est le site qui en organise les relations et les synergies. L'économie standard y perd son savoir puisque le territoire n'obéit pas exclusivement à ses principes et à son découpage du réel qui en assure épistémologiquement l'autonomie disciplinaire. *A contrario*, les dimensions humaines, culturelles, sociales, institutionnelles et économiques se retrouvent réconciliées dans l'interprétation sitologique.

En somme, le spectre des recherches sur le développement local intègre forcément des *dimensions sociales et humaines* dans la mesure où les forces et les mécanismes dont il est le théâtre sont irréductibles à une simple « *machinerie* » d'économiste acquis totalement aux lois et catégories du marché. De plus, le développement humain, lui-même, resterait une fiction s'il ne trouve pas une sorte d'*alliance organique* avec le développement local dont la capacité est de transcrire dans le réel des formes de vie économique de nature solidaire²⁷.

Ici, au Maroc, l'Initiative Nationale pour un Développement Humain (INDH) lancée par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, converge, à point nommé, vers les préoccupations relatives au développement local. Ce dernier, de par son *accumulation experte*, est dans la capacité de devenir l'*instrument* du premier. Et, c'est ce qui se passe dans la pratique puisque l'INDH inscrit totalement son approche au plus près des acteurs locaux. C'est à partir d'une auto formulation de leurs besoins et de leurs propres projets que l'INDH est censée leur venir en aide. Ainsi, les nouvelles pratiques convoquent à la table de démonstration « *la définition de la situation* » qui renvoie, avant tout, à l'acteur de la situation²⁸. Celui-ci se voit réintroduit dans la théorie et dans les nouveaux modes de

²² Georges Lapassade, *Les microsociologies*, Anthropos, Economica, 1996

²³ Guesnier Bernard et Lemaignan Christian, *Connaissance, solidarité, création. Le cercle d'or des territoires*. L'Harmattan, Paris, 2006.

²⁴ Voir Touffut Jean-Philippe, (sous la dir.), *Institutions et innovations. De la recherche aux systèmes sociaux d'innovation*, Présenté par Robert Solow, Prix Nobel d'économie, Bibliothèque Albin Michel Economie, Paris, 2006.

²⁵ Cf. Dagbri T., *L'économie du développement local. Les Fondements*, Horizon pluriel, Rabat, 2006.

²⁶ Cf. Zaoual H., *La socio économie de la proximité. Du global au local*. Collection Economie plurielle, L'Harmattan, Paris, 2005.

²⁷ Cf. Dagbri T. et Zaoual H. (sous la dir.), *Economie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, Horizon pluriel/L'Harmattan, 2007.

²⁸ Naaima Boutharka, *Le concept de rationalité à l'épreuve des dynamiques territoriales. Expériences marocaines*. Thèse de Doctorat, GREL, Université du Littoral Côte d'Opale, 2008.

gouvernance ajustés aux contingences locales²⁹. La situation, c'est l'institution laquelle renvoie à la représentation qu'a l'homme concret vivant de son monde (*homo situs*). Cette manière d'agir *en situation* corrobore les conclusions fondamentales auxquelles arrivent les contributions théoriques et empiriques de cet ouvrage : de bout en bout, c'est de l'homme dont il s'agit !

II) Structure de l'ouvrage

Cet ouvrage est structuré en chapitres et chacun d'eux restitue la contribution sélectionnée.

Ainsi, dans le chapitre 1, Le Professeur Bernard Pecqueur, précurseur des théories du développement local en France, décrit le *renversement paradigmatique* qu'introduit la *territorialité* dans le contexte de la globalisation que connaît l'économie contemporaine. Pour ce faire, l'auteur fait une revue assez fouillée de toute la littérature relative à la notion de territoire. Il en décrit les multiples ramifications par auteurs et courants de pensée. Leur *réinterprétation* lui permet de défendre l'idée, selon laquelle, l'économie territoriale surgit des *décombres du fordisme* en tant que nouvelle modalité d'adaptation à la globalisation en cours. L'analyse de ce paradoxe local/global est au cœur de sa démonstration. Son décodage révèle la complexité ainsi que l'enchevêtrement des échelles en cause. C'est dans ces interrelations que l'auteur décrit les potentialités d'une *économie des singularités territoriales* (paradigme des ressources spécifiques) échappant ainsi à la concurrence mortelle de la globalisation comme modèle unique.

C'est dans ce même ordre d'idées que le Professeur Hassan Zaoual explore, dans un second chapitre, les contradictions de la globalisation en soulignant que la montée en puissance des territoires est en proportion directe avec leur intensité. La démarche choisie procède par une analyse critique des paradoxes de la pensée globale à partir des expériences des pays du Sud et de la conjoncture des grands pays industriels. Cette conjugaison d'expériences multiples permet de mettre en évidence la portée universelle du retour aux territoires. Cette perspective est ici interprétée à l'aide d'une approche qui fait croiser les sciences du social pour mieux s'approcher des réalités de terrain. En substance, la théorie du site restitue cette nécessité de penser par la proximité les dynamiques en cours. Ce qui inscrit la démarche de l'auteur dans le paradigme en gestation de la *pensée post globale*.

De même, Le Professeur Bernard Guesnier qui a animé, durant une très longue période, la *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, insiste dans le troisième chapitre sur la pertinence scientifique de l'échelle régionale du développement. C'est avec une certaine *accumulation historique*, que cet auteur nous propose une *somme méditée* sur le développement régional qu'il met en synergie avec le développement humain. C'est, en dernière instance, dans le capital humain (formation diffusion, savoir faire locaux, apprentissage, capacité à innover etc.) que Bernard Guesnier lit l'avenir d'un territoire. A sa façon, il démontre que le savoir et la solidarité sont les ingrédients indispensables à une dynamique territoriale réussie³⁰. Cette conclusion l'aligne sur les théories territoriales qui mettent au centre de leur démonstration la *créativité partagée* au sein des *réseaux locaux d'innovation* dont le degré de performance collective renvoie à la proximité entretenue par les acteurs locaux. Celle-

²⁹ Zaoual H., *Management situé et développement local*, Collection Horizon Pluriel, Rabat, 2006.

³⁰ Voir plus amplement l'un de ses ouvrages, Guesnier B. et Lemaignan C., *Connaissance, solidarité, création : le cercle d'or des territoires*, L'Harmattan, Paris, 2006.

ci, bien entendu, ne peut être comprise dans toute sa profondeur qu'en interprétant les croyances communes et les institutions qui soudent l'unité du site concerné. En conséquence, l'auteur, renoue explicitement avec les principes de la théorie des sites. Dans la perspective de celle-ci, le site fonctionne, en effet, comme un expert collectif dont le degré d'*excellence* dépend de sa capacité à faire converger les acteurs autour d'un *sens commun* sur lequel peut s'élever la gouvernance de la connaissance la plus adaptée à sa créativité et à ses traditions, d'où l'intérêt que Bernard Guesnier porte aussi aux ressources spécifiques et aux formes de gouvernance associant une pluralité d'acteurs (publics, privés, associatifs etc.).

Dans le chapitre 4, Marc Luyckx, auteur d'un ouvrage sur la *société du savoir*³¹, met aussi en évidence le rôle moteur de la créativité partagée dans la performance des organisations et des systèmes économiques. De ce point de vue, il décrit le changement qui affecte profondément le capitalisme contemporain. Il en tire comme conclusion fondamentale que nous changeons véritablement de système. Dans les prédictions de la théorie de l'auteur, ce n'est plus le capital qui détiendra le pouvoir mais le savoir. Il s'agit d'un bouleversement de paradigme scientifique et de société. La société industrielle cède ainsi, petit à petit, sa place à une société de l'information et du savoir. Dans cette mutation sociétale, l'économie de la connaissance se substitue à l'économie des biens matériels, si caractéristique du vieux capitalisme industriel. Dans ces conditions, il n'y a pas plus de voie linéaire au développement. Les pays du sud, l'auteur donne les exemples du Maroc et de l'Égypte, en conjuguant leurs savoirs et leurs traditions, peuvent promouvoir de nouvelles issues insoupçonnables par les vieux paradigmes de l'économisme.

L'intérêt porté au savoir se retrouve renforcé dans le chapitre 5 par la contribution du Professeur Gilles Ferréol décrivant le rôle de l'éducation en matière de développement humain. Le mot Education est ici pris au sens large et interprété en direction de la construction d'un *citoyen responsable et connaissant*. C'est ainsi que l'auteur s'interroge sur la crise que connaissent, aujourd'hui, les systèmes éducatifs. Se référant au vocabulaire des experts et des sociologues des sciences de l'éducation, il en décrit les multiples symptômes que l'on peut résumer par un blocage des modes de transmission classiques du savoir et du savoir-être. Cette revue de la situation de l'éducation est faite avec une distance critique. La nuance, la prudence et la subtilité caractérisent sa démarche sur les errements des dispositifs éducatifs de la société contemporaine. Cette posture transparait dans ses interrogations sur les conclusions hâtives des multiples rapports et études faits sur la demande des institutions officielles. Il en souligne les ambiguïtés et les ambivalences. Il évite ainsi les pensées extrêmes, celle qui réduit le problème de l'éducation à un *problème économique* (rationalisation et adaptation des dépenses aux besoins du marché) et celle, plus utopiste, qui croît dans la *spontanéité participante*. C'est la recherche d'un « *juste milieu* ». Ces limites l'incitent à prendre en considération le double rapport au savoir. Celui-ci est à la fois *pratique* (savoir-faire, technologie et organisation, compétences, pédagogie, etc.) mais aussi *symbolique et relationnel*. Ce qui traduit souterrainement le besoin d'une éducation qui favoriserait l'écoute, la proximité, une manière de produire une *nouvelle civilité* dans l'échange et le pluralisme. Bref, associer les humanités et les sciences dans une *nouvelle gouvernance éducative*, une sorte de *culture des Lumières rénovée*.

La *plasticité de la pensée* qui unit les contributions de cet ouvrage trouve, encore une fois, son illustration dans le chapitre 6 portant sur un thème majeur des sciences sociales contemporaines : la

³¹ Marc Luyckx Ghisi, *Au-delà de la modernité, du patriarcat et du capitalisme. La société réenchantée ?* Préface du Professeur Ilya PRIGOGINE, Prix Nobel de Chimie 1977, Coll. Economie plurielle L'Harmattan, 2001, Paris.

gouvernance. Mohamed Lhafi, docteur en sciences économiques, rend compte de l'actualité du concept de gouvernance et de la nécessité d'une révision de ce concept en direction de la prise en compte des contingences de sites. Il en illustre le débat à travers les expériences des dynamiques urbaines. En substance, dans son approche de la *gouvernance*, il souligne que l'efficacité de celle-ci sur le terrain des dynamiques urbaines ne peut être escomptée sans l'implication de tous les acteurs du *fait urbain*. En d'autres termes, la gouvernance est un *construit collectif*. Ce qui l'amène à défendre l'idée d'une *gouvernance située* qui tire tout son sens du contexte dans lequel elle s'applique. De cette façon, cet auteur nuance fortement l'idée d'un *modèle de gouvernance* qui serait unique. Cette perspective de recherche est une des illustrations de la nécessité d'adopter les *paradigmes du futur* qui valorisent l'acteur local et dont la vision des choses est beaucoup plus flexible.

Noufissa El Moujaddidi et Abdellah Fadel, respectivement Professeur et chercheur, nous proposent dans le chapitre 7 une étude assez fouillée de la pauvreté. A l'image des autres auteurs, ils insistent aussi sur l'impératif de la gouvernance dans la résolution des problèmes d'exclusion sociale et de pauvreté. La contribution proposée a une double portée, l'une théorique, l'autre empirique.

Au plan de l'analyse, nos deux auteurs nous rappellent l'histoire du débat sur la définition de la pauvreté. En toute logique, ils démontrent progressivement que ce phénomène est irréductible à son aspect économique quantifiable. En d'autres termes, la pauvreté s'avère être un phénomène fuyant dans la mesure où les définitions et les critères proposés pour l'appréhender se sont heurtés à des obstacles insurmontables en restant prisonnier de la conception économique. Cette révision les conduit à adopter les approches qui soulignent que la pauvreté est multidimensionnelle. Mobilisant les travaux du PNUD et ceux d'A.SEN, ils en mesurent la grande diversité, donc, la complexité.

Au plan empirique, cette contribution décrit les objectifs du *Millénaire pour le Développement et la lutte contre la pauvreté* retenu par les Nations Unies et les associe à l'expérience marocaine. Dans cette approche par les faits, nos deux auteurs insistent sur les programmes lancés par le Maroc dans sa lutte contre la pauvreté. Précisément, ils donnent l'exemple de l'INDH en tant que programme d'envergure nationale. Cependant, de leur point de vue, ces *politiques anti pauvreté* pourraient améliorer considérablement leur rendement social voire économique si elles sont accompagnées, de manière conséquente, par des changements institutionnels comme l'introduction d'une gouvernance réellement *participative*.

Michel Thiollent, Professeur à l'UFRJ et traducteur des ouvrages relatifs à la théorie des sites, et Leiliam Cruz Dantas nous proposent dans le chapitre 8 un regard de longue durée sur l'histoire, la culture et l'économie d'un site sucrier du Nordeste brésilien. Précisément, il s'agit de Brejo Paraibano. La démarche choisie consiste à appliquer la théorie des sites symboliques dans la mesure où cette approche associe la dimension économique à la culture du site considéré.

La méthode d'exposition de cette investigation commence par décrire l'histoire de cette micro région depuis l'arrivée des portugais. Dès 1526, l'esclavage à grande échelle aidant, ces derniers, fidèles aux pratiques coloniales, avaient, en effet, développé massivement la culture du sucre ainsi qu'une exploitation de ses dérivés comme « rapadura » (sucre brun en tablettes) et « cachaça » (eau-de-vie). Il s'agit d'une petite production artisanale qui a traversé les péripéties de la contrée, en somme, les multiples cycles de l'économie de la canne à sucre. C'est la raison pour laquelle l'histoire de Brejo Paraibano s'insère admirablement dans la civilisation du sucre du Brésil. Cette production est le fait des Moulins à sucre (engenhos), ces petites entreprises qui ont marqué profondément de leurs empreintes la microrégion considérée. Leur développement historique a été contenu par l'irruption et la multiplication des usines sucrières modernes du début du 20^{ème} siècle. Beaucoup de

Moulins à sucre ont disparu suite à cette industrialisation brutale surtout lorsqu'ils ne se soumettaient pas à la domination de cette industrie agroalimentaire moderne. Actuellement, nos deux auteurs en dénombrent encore 52, dont 25 produisent seulement de l'eau-de-vie, 8 de la « rapadura » et 19 de l'eau-de-vie et « rapadura », conjointement. Ces Moulins à sucre ont survécu au vent de l'histoire. En effet, suite à la crise et la fermeture d'usines sucrières modernes au début des années 90, ces activités fortement enracinées dans le territoire ont repris de la vigueur et font, aujourd'hui, l'objet d'un programme d'appui de la part du gouvernement local : COMPET du sucre et l'alcool. La contribution de nos deux auteurs met, surtout, en relief que ce programme d'appui se positionne progressivement dans le paysage du site en usant de la nouvelle dialectique « *du bas en haut* » et « *de haut en bas* » traduisant une *conception participative*. Cette forme de *gouvernance située* du changement présuppose, aussi, de leur point de vue, la prise en compte de l'ensemble du site au-delà de ses aspects visibles, la présence d'unités productrices de produits propres au territoire considéré. De plus, l'amélioration du management de ces dernières comme celle de la qualité de leurs produits exige le maintien de l'identité du site dans lequel elles évoluent.

Cet élargissement de la vision permet, en effet, d'entrevoir que ces Moulins à sucre incarnent aussi toute une mémoire encore vivante et utile à la *régénération de la dynamique d'ensemble du site*. La tradition n'est aucunement antinomique à l'innovation. Le paysage du site, dans l'organisation de son espace comme dans son architecture, respire cette identité que l'on redécouvre aussi dans les comportements des acteurs locaux. De ce point de vue, le *management situé du développement local* que les acteurs recherchent dans la reprise des Moulins à sucre comme dans le tourisme local et dans d'autres activités connexes présuppose un changement dans les paradigmes d'intervention. Comme quoi, les Moulins à sucre de cette contrée perdue du Brésil sont aussi porteurs d'un *sens capitalisable* dans le cadre du *paradigme des ressources spécifiques*, ce que Bernard Pecqueur désigne, à sa manière, dans la première contribution de cet ouvrage par le « *marché des sites* ». Nous sommes donc sur la voie d'une sorte d'économie qui revient sur les singularités de site pour en extraire des richesses visibles et invisibles.

Adoptant la même démarche, Roberto Bartholo et Beany Monteiro, Professeurs à l'UFRJ, nous rendent compte dans le chapitre 8 de l'expérience du tourisme communautaire au Brésil en nous faisant d'abord voyager dans les méandres de la proximité.

C'est ainsi qu'ils nous proposent une exploration de l'énigme de la proximité en recourant à la *grille de lecture par les sites symboliques* conjuguée avec la *philosophie de la relation* issue de l'œuvre du penseur allemand Martin Buber et des réflexions d'*ordre éthique* d'Emmanuel Lévinas. Il y est question de la *contrée* comme *rencontre entre les hommes*. C'est dans l'échange inter subjectif le plus profond entre le Moi et l'Autre que nos auteurs décèlent la véritable proximité. Celle-ci, irréductible à une entité paramétrique, se construit par interactions symboliques et pratiques successives. Elle est vécue avant d'être entrevue conceptuellement. Fondamentalement, la proximité s'avère être une épreuve partagée mais non une preuve calculable. C'est ce *face à face* du type Je et Tu rappelant un proverbe marocain : « *les hommes se rencontrent mais non les montagnes* » qui est au centre de la *métaphysique du territoire et de la proximité* de cette contribution. Elle nous dévoile toute la complexité et la dissidence de la proximité et de territoire vis-à-vis de nos paradigmes tentés par l'instrumentalisation et l'utilitarisme. En renfort, nos deux auteurs font aussi appel à A. Sen. Bien qu'économiste, il esquisse l'énigme du sens lorsqu'il s'interroge sur la pluralité des motivations des hommes agissant au plus profond de leurs comportements économiques.

L'essentiel, c'est que Roberto Bartholo et Beany Monteiro refont surgir le *problème du sens* dans le domaine des territoires que seuls des savoirs recomposés sont susceptibles de nous laisser

entrevoir les mystères. L'homo situs échappera toujours au logos. C'est avec cette perspective épistémologiquement interrogative que nos deux abordent dans le monde factuel l'expérimentation d'un *nouveau regard sur le tourisme communautaire* au Brésil. Insistant sur la notion de *design situé*, leur interprétation rejoint, par certains aspects, celle du *tourisme situé*³² dont la portée renvoie à une *inter culturalité* à vivre dans la diversité pour le bien commun de l'humanité, une hospitalité du site soutenue par une économie de la réciprocité. C'est une sortie de la concurrence par la différence partagée. Ce qui, du même coup, renoue avec les perspectives de nombreuses contributions de cet ouvrage notamment celles qui recherchent la valorisation symbolique et économique des sites en ayant à l'esprit une mise en distance critique de l'économie prédatrice.

³² Voir Zaoual H., « Du tourisme de masse au tourisme situé. Quelles transitions ? », Revue *Organisations et marché*, n°3, 2007, pp.155-182, Paris. Repris in in Maria Giuseppina LUCIA, (sous la dir. de), *Tourismo e sviluppo, Le Sfide della nuova Africa*, (pp. 50-75) L'Harmattan, Italia, 2007